

1^{er} novembre 2007



La nouvelle plate-forme du PQ : privatiser la santé et l'éducation

À son dernier passage au pouvoir l'on sait que le PQ, dans le sillage des Libéraux fédéraux, s'était révélé le champion des coupures gâchant ainsi la « victoire morale » de 1995. Tant et si bien que le gouvernement fédéral a pu imposer en 2000 sa loi dite de la clarté sans coup férir tellement la défiance populaire envers le PQ avait paralysé le peuple québécois. Au lieu d'en tirer les leçons par un tournant à gauche, à ne pas cependant confondre avec le verbiage social-démocrate, afin de donner une assise sociale à sa stratégie référendaire — si l'on admet à tort que le projet historique réel du PQ ait jamais été l'indépendance et non la souveraineté-association-« beau-risque »-souveraineté-partenariat c'est-à-dire le renouvellement du fédéralisme — le PQ a opté pour l'image de la jeunesse branchée qui n'est pas plus solide que la bulle spéculative dont cette jeunesse est férue.

Retour donc aux valeurs sûres avec en sus un féminisme d'apparat... mais sans stratégie référendaire remise aux Calendes grecques. Autrement dit, l'empereur — doit-on dire l'impératrice — était nu. Il fallait de toute urgence l'habiller. On le revêtit d'un « nous » identitaire adéquiste doublé d'une citoyenneté parlant français pour faire la différence. La bêtise du PQ n'est nullement la revendication d'une citoyenneté ayant certaines exigences en termes de langue nationale — revendication normale d'un État-nation normal... comme le Canada — n'en déplaît aux grossièretés ultra-chauvines de B'nai Brith' stupidement appuyés par la Commission des droits de la personne qui ne sait plus comment se rétracter. La bêtise péquiste c'est de faire semblant que le Québec est un État alors qu'il n'est qu'un mouton provincial obéissant aux ordres du néolibéral loup fédéral ... statut d'opprimé que le PQ veut consolider tout en stigmatisant la population immigrante dans le sillage de la Commission Bouchard-Taylor.

Astucieux calcul électoraliste ? Peut-être si l'on se fie aux sondages recalant l'ADQ, mais si peu à l'intérieur de la marge d'erreur, davantage toutefois au bénéfice des Libéraux se muant en progressistes cosmopolites... ce qui prouverait que la course vers le fond du baril (« the race to the bottom ») n'est pas qu'une affaire économique. Le seul gagnant de toute cette affaire est l'ultramontain archevêque-cardinal de Québec, louangé par le commissaire Taylor, qui veut répudier le laïcisme conquis par les luttes

sociales paroxysmiques des années 60-70 en faveur du communautarisme religieux dont le catholicisme ultra-majoritaire sortirait le grand gagnant. Tout ce débat en porte-à-faux, cyniquement organisé par les Libéraux, fait le jeu du fédéralisme néolibéral. Il fait ressortir toute l'insécurité identitaire d'un peuple québécois trahi par un PQ en qui il avait mis toutes ses espérances libératrices.

Où est la question sociale ?

Si cette trahison n'était que jeu d'ombres identitaire, la maladie ne serait qu'une mauvaise grippe automnale sans prise sur la tranchante réalité socio-économique. Car c'est bien elle qui aiguise la contradiction entre les Québécoises de souche — mais qui sont-elles au juste ? — et les Néo-québécoises tant sur le marché du travail que sur celui du logement. Et pourquoi donc emploi et logement sont-ils des marchés ouverts à la discrimination et au racisme ? « That is the question ». Le PQ, en catimini, répond en suggérant que ce n'est pas assez, qu'il faut étendre ces marchés à la santé et à l'éducation.

« En fin de semaine dernière, la Conférence nationale [du PQ] des présidents a été saisie d'un "cahier d'animation" qui sera soumis aux militants. Plutôt que l'habituelle "proposition principale", qui présente les orientations souhaitées par la direction du parti, le document utilise la forme interrogative, mais les "mises en contexte" et les questions posées permettent de se faire une idée plus concrète de ce que constitue une "actualisation de la social-démocratie qui mise sur la responsabilité des personnes".

« D'entrée de jeu, il est établi que "les valeurs d'équité n'impliquent pas nécessairement des modèles uniformes et mur à mur pour toutes les couches sociales et pour tout le territoire", ce qui remet ouvertement en question l'universalité des services sociaux, toujours considérée comme un principe absolu et immuable au PQ.

« En matière de santé, les questions adressées aux militants auraient été jugées hérétiques il y a quelques mois à peine. Faut-il introduire une tarification pour certains services ou instaurer une contribution des usagers? Doit-on permettre un plus grand rôle des assurances privées pour la couverture de certains services ou pour un pourcentage des coûts? Doit-on revoir la liste des actes couverts par le système public?

[...]

« Le "cahier de participant" est tout aussi éloquent par ce qu'il omet. Le chapitre sur l'éducation est totalement muet sur la question de l'école privée, dont le programme actuel prévoit "réduire de façon importante les subventions". Il n'est pas davantage question d'assurer "un financement accru aux écoles non sélectives" ».

Chronique de Michel David, Le Devoir, Édition du samedi 27 et du dimanche 28 octobre 2007

Ce doit être la Commission Castonguay sur la réforme du système de santé qui doit être morte de rire. Ne leur reste plus qu'à demander au PQ, le plus à « gauche » des partis néolibéraux, d'écrire leur rapport à leur place. Est-ce que son aile gauche, SPQ-libre, dit autre chose ? Elle s'est tue, le silence étant le prix à payer pour ne pas recevoir un coup de pied au cul de la châtelaine du Moulinsart québécois. Qui sait, peut-être Tintine — où est-ce la Castafiore ? — verra-t-elle la nécessité de s'acoquiner d'un Capitaine Haddock — où est-ce Dupont et Dupond ? Heureusement, SPQ-libre peut compter sur la complicité de la direction de Québec solidaire, et de sa caisse de

résonance Presse-toi-à-gauche (à quelques grincements près), qui elle aussi se tait sauf ce sur quoi elle devrait se taire.

Où est Québec solidaire ?

On ne dit mot au sujet l'officialisation du virage vers la privatisation que prépare le PQ. On préfère se vautrer dans le purin de la question identitaire, piège à cons que le PLQ a tendu tant aux nationalistes qu'à la gauche. La direction de la CSN, qui donne la priorité à la question de la privatisation de la santé jusqu'à organiser des manifestations ponctuelles, se situe plus à gauche que la gauche politique et la dite extrême-gauche... sauf que son potentiel de mobilisation est brûlé depuis que le mouvement syndical a capitulé en décembre 2005. Quant au cul-de-sac de la grève étudiante, c'est motus et bouche cousus. Faut-il se surprendre du tassement du membership et des intentions de vote de Québec solidaire qu'on ne peut pas seulement expliquer par la marginalisation médiatique après les élections ?

Le prochain Conseil national de Québec solidaire, le seul du semestre, si l'on se fie à son ordre du jour se taira aussi sur ces questions tout comme sur l'état général du mouvement social. On donnera la priorité à l'organisation électorale au sens étroit c'est-à-dire sans discuter la plate-forme qui ne sera amendable que par un processus non statutaire étroitement contrôlé. On proposera comme thème électoral « *Les citoyennes et les citoyens au cœur d'un projet collectif : construisons un Québec écologiste et solidaire* » qui fait complètement l'impasse sur les antagonismes nationaux et internationaux réellement existants, qui ignore la réalité du capitalisme néolibéral et guerrier, réduisant l'essence de tous les problèmes « *aux inégalités croissantes entre les possédants de la richesse et les populations travailleuses* ».

Pour faire passer la pilule, on y fera voter un processus soi-disant participatif de programme pour la fin 2009. Loin de donner l'initiative aux instances locales et régionales du parti, celles-ci serviront de relais pour un « *cahier de participation* » venant de la direction afin de consulter individuellement et collectivement les sans parti. Ainsi, la direction nationale usurpe les prérogatives statutaires de la Commission politique sensé relevée uniquement du Conseil national. Au bout du compte, tout sera cuit quand viendra le tour des instances locales et régionales à se prononcer. Pour combler la mesure, la direction revient sur l'adoption de « balises » en matière de solidarité internationale qui n'impliquent aucune prise de position concrète et mettent de l'avant « *la promotion de la négociation plutôt que la guerre dans les situations de conflits* » renvoyant ainsi dos à dos impérialisme et peuples conquis qui devraient sans doute négocier un cessez-le-feu avec les occupants.

Où est l'assemblée constituante pour un Québec indépendant et anticapitaliste ?

ADQ, PQ et Québec solidaire se sont fourvoyés dans le cul-de-sac d'une constitution ou d'une assemblée constituante sans but stratégique ni national ni social. Un peuple n'entreprendra pas une démarche constitutionnelle pour du bidon. Il le fera pour

consacrer des ruptures essentielles et cristalliser des alternatives. Certes, l'assemblée constituante comme le propose Québec solidaire est une condition nécessaire à cette démarche seul moyen d'éviter un coup fourré par en haut même respectant les formes démocratiques comme une commission parlementaire bonifiée. Cependant, ce n'est pas une condition suffisante. On ne mobilise pas un peuple dans le vide. On mobilisera le peuple québécois pour un Québec indépendant et anticapitaliste.

Une telle perspective, dans le cadre d'une analyse critique des orientations du mouvement social et d'une stratégie partidaire de sa remobilisation, devrait être la contribution cruciale d'un parti de gauche à la renaissance des luttes sociales complètement à plat à l'heure actuelle. Pour cela, cependant, il faut être convaincu soi-même de la rupture anticapitaliste et indépendantiste qui n'a rien à voir avec l'actuelle plate-forme sociale-libérale manigancée par la direction de Québec solidaire. L'organisation de petites manifs à part se substituant au mouvement social est une voie de garage afin d'éviter l'organisation de la lutte interne pour briser le carcan néolibéral qui étouffe le parti.

Marc Bonhomme, 1^{er} novembre 2007